



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

VILLE DE VINCENNES

DÉPARTEMENT
DU VAL-DE-MARNE

Arrêté réglementant l'occupation
du domaine public

**OBJET : Permis de stationnement pour
échafaudage prolongation – RUE
MONMORY- PAN COUPE
RUE DE FONTENAY
fpg**

Madame le Maire de la Ville de Vincennes, Conseillère régionale d'Île-de-France,

VU le Code de l'urbanisme ;

VU le Code de la route ;

VU le Code de la voirie routière ;

VU le Code des postes et des communications électroniques ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté ministériel du 15 janvier 2007 modifié le 18 septembre 2012 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics ;

VU l'arrêté préfectoral du Val-de-Marne en date du 21 décembre 1971, relatif aux travaux au voisinage des lignes de distribution d'énergie électrique ;

VU le règlement sanitaire départemental arrêté préfectoral du 26 février 1985 ;

VU le plan local d'urbanisme approuvé le 30 mai 2007, modifié le 17 décembre 2008, le 30 septembre 2009, le 29 septembre 2010, le 29 juin 2011, le 18 décembre 2013, le 29 mars 2016, le 30 janvier 2017, le 1er octobre 2019 et le 5 juillet 2022 ;

VU la décision du conseil municipal n° DM-22-447 en date du 30 novembre 2022, fixant les droits de voirie et de stationnement à compter du 1er janvier 2023 ;

VU l'arrêté municipal n° A-20-490 en date du 2 juin 2020 portant délégation de fonctions et de signature à M. Robin LOUVIGNÉ, adjoint au Maire ;

VU l'arrêté municipal n° A-20-485 en date du 2 juin 2020 portant délégation de fonctions et de signature à Mme Céline MARTIN, adjointe au Maire ;

VU la demande en date du 11 août 2023 de M. Jules MOREL demeurant 14 avenue de la République 75011 PARIS concernant une prolongation de mise en place d'un échafaudage sur pieds pour procéder aux travaux de surélévation de la propriété sise 2/2bis, rue Monmory ;

VU l'avis favorable du département du Val-de-Marne 94 STE en date du 2 mai 2023;

CONSIDÉRANT que les travaux pour lesquels l'échafaudage est mis en place font l'objet d'un dossier de permis de construire auprès du service de l'urbanisme sous le n° DP 94080 21 01007T01 accordé le 16/02/2023 par arrêté n° 23-115;

ARRÊTE

ARTICLE I – Le pétitionnaire est autorisé à maintenir l'échafaudage sur pieds à compter de **la réception du présent arrêté jusqu'au 16 septembre 2023** et doit respecter les prescriptions suivantes :

Mise en place de l'échafaudage :

Côté rue Monmory :

. l'échafaudage sur pieds installé sur le domaine public a une longueur de 7 mètres et 50 centimètres et une largeur de 1 mètre et 50 centimètres ;

Dans le pan coupé :

. l'échafaudage sur pieds installé sur le domaine public a une longueur de 3 mètres et une largeur de 1 mètre et 50 centimètres ;

Côté rue de Fontenay :

. l'échafaudage sur pieds installé sur le domaine public a une longueur de 7 mètres et 50 centimètres et une largeur de 1 mètre et 50 centimètres ;

. le premier plancher est à une hauteur minimum de 2 mètres et 30 centimètres par rapport au niveau du sol et des protections sur les tubes doivent être mises en place ;

. il est conforme au décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 ;

. il est dûment signalé le jour et éclairé la nuit ;

. une protection efficace est installée sur l'échafaudage afin d'éviter tous rejaillissements de matériels ou de matériaux sur l'environnement.

Durant toute la période de l'autorisation :

. l'entreprise prend toutes les précautions afin d'éviter les poinçonnements et les dégradations sur les revêtements du domaine public ;

. toutes les précautions sont prises pour protéger le mobilier urbain installé sur le domaine public ;

. les ouvrages des concessionnaires restent accessibles à tout moment ;

. l'exécution de préparation de support, matériels ou de matériaux sur le domaine public est interdite ;

. le parfait état de propreté du chantier et de ses abords est assuré par le titulaire de l'autorisation.

. le bénéficiaire de l'autorisation assume seul, tant envers la ville qu'envers les tiers ou usagers, la responsabilité pour tous dommages, accidents, dégâts ou préjudices quels qu'ils soient (matériels, corporels, ...) résultant directement ou indirectement des travaux qu'il a réalisés ou fait réaliser par un mandataire.

Suite au démontage de l'échafaudage les lieux sont remis immédiatement en leur état initial.

ARTICLE II - Poulie ou treuil :

Dans le cadre de la mise en place d'une poulie ou d'un treuil :

Le surplomb de la poulie installée sur l'échafaudage au-dessus du domaine public pour le montage, le démontage ou tout chargement de matériaux s'effectue sans danger. Toutes mesures de précautions sont prises pour éviter la chute de matériaux et de matériels lors des manutentions.

. la libre circulation et la sécurité des piétons sont assurées en permanence au moyen d'un passage protégé le long d'un périmètre de sécurité installé au sol, ou d'une déviation protégée sur les emplacements de stationnement. Ce cas de figure fait l'objet d'une demande de neutralisation auprès des services techniques et il appartient à l'entreprise qui entreprend les travaux de prendre en compte ces conditions liées à l'environnement.

. la présence d'un homme trafic est exigée lors de la réception des matériaux, aucune manutention de levage ne s'effectue lors du passage des piétons.

ARTICLE III - L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers.

ARTICLE IV - La structure une fois montée est vérifiée par un bureau de contrôle.

ARTICLE V - Le pétitionnaire est tenu d'informer les concessionnaires des travaux à réaliser en façade, en adressant à ceux-ci une déclaration d'intention de travaux.

ARTICLE VI - Cette occupation du domaine public donne lieu à la perception d'une redevance.

ARTICLE VII - Tout dépôt de matériaux et de matériels sur le domaine public doit faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du service voirie.

ARTICLE VIII - Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs et notifié au pétitionnaire.

Robin LOUVIGNÉ
Adjoint au Maire
chargé du cadre de vie, des mobilités
et de la propreté
'empêché'